



COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL

05 mars 2019

Le monde magique de la concurrence « libre et non faussée » s'ouvre à nous et déjà nous constatons la tendance au monopole de tous les apôtres de cette concurrence.

Les fameux « bus Macron » en sont une illustration et il y a fort à parier que dès l'arrivée dans le ferroviaire de ces règles de liquidation du service public nous assisterons au même phénomène.

Cela serait comique si ce n'était dramatique !

Nous assistons aujourd'hui au niveau des bus, demain au niveau des TER, à un bégaiement de l'histoire. Les compagnies privées du début du 20ème siècle avaient démontré leur inaptitude à gérer les transports publics, multipliant les faillites jusqu'à contraindre l'État à les nationaliser en 1937. Les bus Macron en sont le même scénario. Quelqu'un voudrait-il nous faire croire que l'aboutissement du même raisonnement sera autre avec le ferroviaire ?!?

En novembre dernier la SNCF cédait Ouibus à BlaBlaCar. Aujourd'hui c'est Transdev, dont le PDG n'est autre que le dirigeant de l'Union des Transports Publics (« syndicat » patronal de la branche ferroviaire) qui revend Isibus et Eurolines à Flixbus. Toutes ces compagnies, les cédantes comme les prenantes, étant d'ailleurs fortement déficitaires. Et tous donnent des leçons de bonne gestion au service public....

Toujours est-il qu'en à peine 4 ans de libéralisation, de concurrence libre et non-faussée, il reste en France deux opérateurs : Blablacar et Flixbus... Sachant que la lutte à mort entre eux est lancée, gageons que nous ne verrons que peu de temps s'écouler avant qu'il n'en reste qu'un, et en déficit !

Hier les compagnies ferroviaires privées, le ferroviaire anglais, le fret ferroviaire français, maintenant les compagnies de bus et demain se sera avec le transport ferroviaire de voyageurs !

Ces choses là sont trop sérieuses pour les laisser aux appétits des financiers !

Pour notre part, à Force Ouvrière, nous n'acceptons pas cet état de fait. Nous pensons pour le transport ferroviaire en particulier, pour le transport en général, pour l'ensemble des services publics enfin, que ce qui intéresse la collectivité doit être géré par la collectivité.

En ce qui concerne la SNCF, chaque usager le constate chaque jour : le service se dégrade en permanence. Tous les verbiages patronaux, tous les prétextes, ne pourront masquer cette réalité : moins de service public égal moins de service tout court !

Qu'on soit en situation de « concurrence libre et non faussée » ou qu'on soit en situation de service public véritable, le résultat est le même : une situation de monopole, l'un pour les actionnaires l'autre pour les usagers.

Tout cela a lieu dans un contexte de tension sociale majeur. Depuis des mois le mouvement dit « des gilets jaunes » s'impose massivement et ne faiblit pas. Partout où le syndicalisme et les gilets jaunes se sont rencontrés une évidence s'impose : les revendications sont communes pour une très large part.

Il y a en France de la part de ceux qui vivent de leur travail sans exploiter autrui une aspiration à la justice sociale, fiscale, démocratique. La fédération FO Cheminots ne peut que la partager puisque nous la portons depuis longtemps. Pour notre fédération, cela se traduit directement par notre opposition indéfectible à la loi pour un Nouveau Pacte Ferroviaire, loi qui n'a qu'un seul but : en finir avec le service public du transport ferroviaire pour en faire un domaine livré aux appétits financiers comme les autres.

Voilà pourquoi la fédération FO Cheminots, avec sa Confédération, dans l'unité avec d'autres Organisations (CGT-Solidaires-UNEF-UNL), et de manière particulièrement appuyée avec les autres secteurs des transports (routes, aérien, mer, fluvial, autoroutes, ports, aéroports) appelle à la grève massive le 19 mars pour la défense du service public, pour les augmentations de salaires, des retraites, pour la justice fiscale, pour le maintien de tous les régimes de protection sociale.

Le 19 mars, tous ensemble, bloquons l'économie !

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR !



Contacts Presse FO Cheminots :

François GRASA | Secrétaire Général | 06 07 13 26 21
Daniel FERTÉ | Secrétaire Fédéral | 06 38 78 35 61